



L'EAU N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

METTONS EN PLACE UNE REGIE PUBLIQUE DE L'EAU A CRETEIL

POUR UNE GESTION CITOYENNE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

L'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) a désigné un cabinet d'étude pour réaliser un audit à Créteil de fin de contrat de la Délégation de Service Public (DSP) de la distribution de l'eau potable conclue avec la multinationale SUEZ. Ce contrat d'une durée de 15 ans se terminera en décembre 2021. **Pourtant, la procédure de renouvellement est réalisée sans aucune information des crétoliens·ne·s.**

\$UEZ, MACHINE A FRIC ...

Nous avons déjà constaté des excédents importants sur les comptes de SUEZ pour sa gestion à Créteil, qui se chiffrent à 575 970 euros en 2018 et à 531 980 d'euros en 2017. En 2019, il y a eu une augmentation de 22 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 705 580 euros ! Malheureusement, ces excédents ne permettent pas de financer des investissements pour une meilleure qualité de l'eau ou du réseau mais chaque année, ils s'évaporent dans les comptes des actionnaires de SUEZ !



UNE ALTERNATIVE EST POSSIBLE

Il n'est même pas envisagé la possibilité de passer en régie publique à Créteil, mode de gestion solidaire et écologique qui a fait ses preuves dans de nombreuses villes telles Grenoble, Nice, Bordeaux, Rennes, Cherbourg, Briançon, Paris. **D'autres villes importantes se préparent à passer en régie publique pour permettre une baisse significative des tarifs de l'eau pour les usagères et les usagers (Lyon, Bordeaux, Dijon ...).**



NOUS CONTACTER :
franceinsoumiscreteil@orange.fr
Sites : www.creteil-insoumise.fr
www.lafranceinsoumise.fr



L'EAU EST UN DROIT FONDAMENTAL

L'eau est en danger : pollutions, fuites, accaparement par des multinationales (Veolia, Suez, mais aussi Nestlé, Danone...), surconsommation par des industries prédatrices et l'agriculture productiviste, artificialisation ... L'accès à l'eau et à l'assainissement est précaire ou impossible pour des millions de personnes : les habitant·e·s ultramarins pour qui les coupures sont quotidiennes, les sans-abris, les réfugiés, les familles précaires. **C'est pourquoi, nous voulons inscrire dans la Constitution le droit fondamental à l'eau et à un assainissement de qualité.**



POUR UN VERITABLE DEBAT DEMOCRATIQUE !

Il est indispensable que le scénario d'un passage en régie publique à Créteil soit sérieusement étudié par Créteil et le territoire du GPSEA. Une expertise spécifique doit être menée sur le passage en régie publique de l'eau pour que toutes les options soient sur la table. **En tout état de cause, le dernier mot doit revenir aux habitantes et habitants de Créteil.**

L'EAU, BIEN COMMUN, EST A NOUS :

Nous demandons à Monsieur Laurent CATHALA, maire de Créteil et président du GPSEA, d'organiser un véritable débat citoyen sur le mode de gestion de la distribution de l'eau potable dans notre ville, en donnant toutes les informations nécessaires aux citoyen·ne·s leur permettant de décider.